



© F. BLANC

L'éditorial d'Yves Veyrier

Secrétaire général @YVeyrier sur Twitter

FO

HÔPITAL ET EHPAD, BACCALURÉAT : DEUX CONFÉRENCES NATIONALES FO

Mardi 1^{er} février, se tenait au siège de la confédération une conférence nationale à l'initiative de la Fédération FO des Services publics et de Santé. Elle a réuni 355 délégués des syndicats des hôpitaux et établissements de santé avec pour objectif de faire entendre les revendications pour le rétablissement d'un hôpital public et d'un système de santé public qui répondent aux besoins de la population, partout sur le territoire.

En avril 2020, dans une réponse à une interview publiée dans *L'OBS*, nous appelions à « revoir la façon dont on considère nos politiques de santé, en les considérant non pas à travers un prisme économique, mais humaine [et précisions qu'il] faut soigner "quoi qu'il en coûte", c'est certain, mais en permanence, et non pas seulement le temps d'une crise. Cela implique de revenir sur les choix politiques de ces trente dernières années, obsédés par le coût budgétaire de la santé et la transformant en bien de consommation. La santé, c'est un bien public, ce n'est pas un marché ».

Au même moment éclatait l'affaire dite Orpea et, depuis, les révélations sur la situation dégradée de nombre d'Ehpad se succèdent. Comment ne pas souligner que, dans cette même interview, nous précisions : « On le constate aussi dans les Ehpad, où il existe beaucoup de structures privées, profitables, mais dont la qualité est inégale. »

Comment ne pas se souvenir non plus que déjà, le 28 novembre 2017, la même fédération FO, au même endroit, tenait une conférence nationale pour la défense des Ehpad, réunissant elle aussi 350 délégués. Depuis plusieurs années, les difficultés en termes de moyens, d'effectifs notamment, de conditions de travail et d'accueil des résidents étaient soulevées. Faute d'avoir été entendue, FO se prononçait alors pour un appel à la grève nationale. Le 30 janvier

2018, l'initiative recueillait l'appel de sept syndicats avec le soutien de l'association de directeurs AD-PA et de neuf organisations de retraités. Les revendications : des moyens humains et financiers dont un ratio d'un agent par résident.

En 2019, la confédération FO lançait une campagne pour « La reconsidération et la revalorisation des emplois et métiers de services à la personne ». Nous expliquions que trop de ces emplois, à qui l'on confie ce qui nous est le plus cher (nos parents et grands-parents dépendants notamment) ne sont pas reconnus à la hauteur de la valeur qu'ils représentent pour la société. La pandémie de Covid-19 a mis en exergue ces emplois et tous ceux dits de la « deuxième ligne » ou « essentiels », trop souvent confinés aux bas salaires, aux temps partiels, quand ce ne sont pas des emplois précaires.

Nous n'avons eu de cesse depuis de porter la nécessité de placer cette revendication, au bénéfice des salariés concernés comme de la population, au cœur de la relance de l'économie. Nous l'avons encore exprimé au Premier ministre mardi 1^{er} février lors de la réunion du comité de suivi du plan « France 2030 ». Gageons que l'on soit cette fois entendus, sans attendre!

Cette même semaine, le 4 février, la Fédération FO de l'Éducation nationale tenait une conférence nationale, au même endroit, consacrée à la défense du baccalauréat et à son caractère de diplôme national. Ce fut l'occasion de rappeler l'engagement de la confédération en faveur de l'école publique, laïque et obligatoire, de réaffirmer que les fonds publics doivent aller à l'école publique et à la seule école publique, et de soutenir les recrutements des professeurs indispensables au maintien de la continuité de l'enseignement et la revalorisation des salaires et carrières, dont ceux des AESH.

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr